



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE
DE POLITIQUE
MONETAIRE DU
DEUXIEME TRIMESTRE
2020**

Novembre 2020

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Commerce mondial	6
1.3. Prix des matières premières et inflation	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	8
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	11
2.1. Production et prix.....	11
2.2. Secteur extérieur	13
2.2.1. Balance des paiements.....	13
2.2.2. Commerce extérieur.....	15
2.3. Finances et dette publiques	16
2.4. Secteur monétaire.....	18
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	18
2.4.2. Base monétaire.....	21
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	23
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	24
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	25
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	25
2.5.1.1. Principales ressources	25
2.5.1.2. Principaux emplois	26
2.5.2. Stabilité Financière.....	26
2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits	26
2.5.2.2. Adéquation des fonds propres.....	28
2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire	29
CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUES MONETAIRE.....	30

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Fret</i>
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M2, M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollars Américains
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Au deuxième trimestre 2020, l'activité économique s'est davantage contractée dans les pays avancés de l'OCDE (-10,5%) et dans les pays émergents comme en Inde (-25,2%), en Russie (-3,2%) et en Afrique du Sud (-16,4%), en raison principalement des effets néfastes des mesures de confinement liées à la COVID-19. Toutefois, l'activité économique a repris en Chine (+11,5%) malgré la contraction enregistrée au trimestre précédent (-10,0%), suite aux mesures de relance économique prises après la maîtrise de la pandémie de la COVID-19 par ce pays.

Cette contraction de l'activité économique mondiale pourrait affecter le volume des échanges commerciaux en 2020 (-10,4 contre +1,0%). L'inflation globale a fortement fléchi dans les principaux pays avancés et émergents, en raison notamment de la baisse de la demande et des prix du pétrole.

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2020, l'économie mondiale pourrait se contracter en 2020 (-4,4 contre +2,9% en 2019), suite principalement aux perturbations de l'activité économique causées par cette pandémie.

En Afrique Subsaharienne, les principaux pays exportateurs de produits pétroliers et de produits de base comme le Nigéria et l'Afrique du Sud sont fortement touchés par cette pandémie à travers la chute de leurs revenus d'exportation consécutive à la baisse des cours sur le marché international.

Dans la Communauté Est Africaine, l'activité économique pourrait décélérer à 1,0% en 2020 contre une croissance de 6,2% en 2019. Toutefois, cette région resterait plus résiliente aux effets de la pandémie de la COVID-19 que l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (-3,0%), en raison notamment des investissements importants en infrastructures, de la baisse des prix du pétrole et de bonnes productions agricoles.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, il est attendu une contraction de l'activité économique de 0,3% contre une croissance de 4,2% en 2019, en liaison avec la décroissance de la production dans le secteur tertiaire (-2,9 contre +5,8%), fortement touché par la pandémie de la COVID-19.

Le taux d'inflation a augmenté et s'est établi à 8,4% au second trimestre 2020 alors qu'il y avait une déflation (-2,9%) au trimestre correspondant de 2019. Cette augmentation est expliquée par la hausse de l'inflation alimentaire (13,7 contre -6,8%) et non alimentaire (3,2 contre 1,3%). Les prévisions du cadrage macroéconomique d'octobre 2020 projettent un taux d'inflation de 6,9% pour l'année 2020, en augmentation par rapport à une déflation de 0,8% enregistrée en 2019.

La balance des paiements du deuxième trimestre 2020 s'est soldée par un besoin de financement (compte courant et compte de capital) plus élevé que celui du trimestre correspondant de 2019, résultant principalement de l'aggravation du déficit du compte courant.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé, en liaison avec la diminution plus importante des dépenses que celle des recettes publiques. Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur.

La base monétaire s'est accrue de 7,0% en glissement annuel, en rapport avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets. De même, la masse monétaire a augmenté de 18,4%, tirée par la hausse des avoirs intérieurs nets. Les réserves officielles de change ont diminué de 24,2% et couvraient 0,7 mois d'importations de biens et services contre 1,0 mois à la même période de l'année précédente.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable à fin juin 2020. Les ratios de solvabilité sont demeurés au-delà des limites réglementaires et ceux de rentabilité ont diminué par rapport à la même période de l'année précédente.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, l'activité économique s'est davantage contractée au second trimestre 2020 dans les pays avancés de l'OCDE (-10,5%), principalement en raison des effets néfastes des mesures de confinement liées à la COVID-19. L'activité économique s'est également contractée dans les pays émergents comme en Inde (-25,2%), en Afrique du Sud (-16,4%) et en Russie (-3,2%). Par contre, l'activité a repris en Chine (+11,5%) malgré la contraction enregistrée au trimestre précédent (-10,0%).

Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T2-2019	T1-2020	T2-2020	T2-2019	T1-2020	T2-2020
États-Unis	0,4	-1,3	-9,0	2,0	0,3	-9,0
Japon	0,4	-0,6	-7,9	0,9	-1,9	-10,1
Allemagne	-0,5	-2,0	-9,7	0,1	-2,2	-11,3
France	0,2	-5,9	-13,8	1,8	-5,7	-18,9
Royaume uni	0,0	-2,5	-19,8	1,3	-2,1	-21,5
Zone euro	0,1	-3,7	-11,8	1,2	-3,2	-14,7
OCDE - Total	0,4	-1,9	-10,5	1,5	-0,9	-11,7
Chine	1,2	-10,0	11,5	6,2	-6,8	3,2
Inde	0,9	0,7	-25,2	5,0	3,3	-23,5
Russie	2,4	-0,9	-3,2	2,7	-0,1	-5,6
Afrique du Sud	0,8	-0,5	-16,4	1,0	-0,2	-17,2

Source: OCDE, principaux indicateurs économiques, septembre 2020

En glissement annuel, la croissance économique a été fortement affectée par la pandémie de la COVID-19 aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents. Aux États-Unis, l'activité économique s'est contractée de 9,0% contre une croissance de 2,0% à la même période en 2019. Dans la Zone euro, le PIB a décliné de 14,7% contre une augmentation de 1,2% à la période correspondante en 2019. Le Japon a plongé dans une récession économique (-10,1% contre une croissance de 0,9%).

Selon les prévisions du FMI¹, l'économie mondiale pourrait se contracter de 4,4% en 2020 contre une croissance de 2,8% en 2019, suite principalement aux perturbations de l'activité économique causées par la pandémie de la COVID-19.

¹ FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2018	2019	2020 (p)
PIB mondial	3,5	2,8	-4,4
Pays avancés	2,2	1,7	-5,8
Etats-Unis	3,0	2,2	-4,3
Zone euro	1,8	1,3	-8,3
Japon	0,3	0,7	-5,3
Royaume-Uni	1,3	1,5	-9,8
Pays émergents et pays en développement	4,5	3,7	-3,3
Chine	6,7	6,1	1,9
Inde	6,1	4,2	-10,3
Afrique subsaharienne	3,3	3,2	-3,0
<i>Nigeria</i>	1,9	2,2	-4,3
<i>Afrique du Sud</i>	0,8	0,2	-8,0

(p): projections

Source: FMI, Perspectives économiques mondiales, octobre 2020

Dans les pays avancés, l'activité économique devrait se replier de 5,8% en 2020. Aux Etats-Unis, il est attendu une baisse de 4,3% du PIB contre une croissance de 2,2% enregistrée en 2019. Dans la Zone euro, l'économie va se contracter de 8,3% contre une amélioration de 1,3% en 2019.

Dans les pays émergents et pays en développement, le PIB se contracterait de 3,3% contre une croissance de 3,7% l'année précédente. La Chine, principale puissance économique de ce groupe, enregistrerait une décélération de l'activité économique en 2020 (1,9 contre 6,1%).

En Afrique subsaharienne, l'activité économique pourrait se contracter (-3,0 contre +3,2%), suite aux conséquences de la pandémie de la COVID-19 qui a entraîné une forte baisse des revenus des pays exportateurs du pétrole et d'autres produits de base consécutive à la chute des cours sur le marché international. Les prévisions montrent qu'au Nigéria, principal exportateur du pétrole, le PIB déclinerait de 4,3% au moment où en Afrique du Sud, principal exportateur des produits de base, l'activité économique fléchirait de 8,0% en 2020.

1.2. Commerce mondial

Le ralentissement de l'activité économique mondiale a amplifié la contraction des échanges commerciaux dans la première moitié de l'année 2020. Les prévisions du FMI montrent que le commerce mondial pourrait reculer de 10,4% en 2020 contre une croissance de 1,0% en 2019.

Tableau 3 : Croissance du commerce mondial (en %)

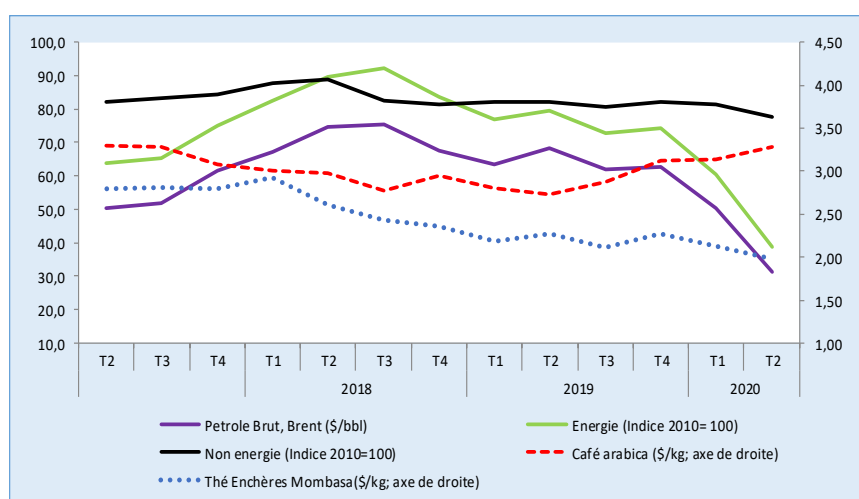
	2018	2019	2020(p)
Commerce mondial (biens et services)	3,9	1,0	-10,4
1. Importations			
Pays avancés	3,6	1,7	-11,5
Pays émergents et en développement	5,0	-0,6	-9,4
2. Exportations			
Pays avancés	3,5	1,3	-11,6
Pays émergents et en développement	4,1	0,9	-7,7

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020

1.3. Prix des matières premières et inflation

Au deuxième trimestre 2020, les prix des matières premières ont globalement poursuivi leur tendance baissière observée au premier trimestre 2020. En effet, par rapport au trimestre précédent, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 31,40 contre 50,50 USD par Baril. L'indice de l'énergie (38,80 contre 60,50) ainsi que celui des produits non énergétiques (77,50 contre 81,40) ont reculé d'un trimestre à l'autre. Le prix du thé, aux enchères de Mombassa, a légèrement chuté à 1,98 contre 2,13 USD par kilogramme dans un contexte d'augmentation de la production et d'une demande modérée. Le cours du café arabica a, par contre, légèrement augmenté, passant de 3,13 à 3,28 USD par kilogramme, en raison du recul de la production mondiale de la campagne 2019-2020, en particulier au Brésil.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, septembre 2020

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation globale a fortement fléchi dans les principaux pays avancés et émergents, en raison principalement de la diminution de la demande et de la baisse des prix du pétrole qui ont compensé les pressions à la hausse liées à l'augmentation des coûts d'approvisionnement.

Tableau 4: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T2-2019	T1-2020	T2-2020
États-Unis	1,8	2,1	0,4
Japon	0,8	0,5	0,1
Royaume-Uni	2,0	1,7	0,8
Zone euro	1,4	1,1	0,2
OCDE - Total	2,3	2,1	0,9
Chine	2,6	5,0	2,7
Inde	8,5	6,6	5,2

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, septembre 2020

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, l'inflation s'est établie à 0,9 contre 2,1%. Elle a, par contre, légèrement décéléré dans les pays émergents comme en Inde (5,2 contre 6,6%) et en Chine (2,7 contre 5,0%).

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au deuxième trimestre 2020, les banques centrales des principaux pays avancés ont renforcé leurs politiques monétaires accommodantes pour soutenir l'activité économique fortement touchée par la pandémie de la COVID-19. Elles ont pris des mesures destinées à offrir aux établissements de crédit de meilleures conditions de financement pour relancer leurs économies dans un contexte de baisse généralisée de la demande.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a maintenu la fourchette cible des taux entre 0 et 0,25% et la maintiendrait à ce niveau jusqu'à ce que l'économie ait surmonté les effets de la pandémie de la COVID-19 et que les objectifs de croissance de l'emploi et de stabilité des prix soient atteints. Elle a augmenté le niveau de rachat des titres du Trésor et des titres adossés aux prêts hypothécaires pour soutenir le flux de crédits aux ménages et aux entreprises.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, soit respectivement 0,00%, 0,25% et -0,50%. Elle a poursuivi le rachat des actifs

et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de liquidité favorables aux banques.

La Banque du Japon a reconduit un taux d'intérêt négatif sur les facilités de dépôts (-0,1%) et a poursuivi son programme de rachats des obligations du Trésor en vue d'atteindre et maintenir le niveau cible d'inflation proche de 2%.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA²

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2020, l'activité économique de la CEA pourrait décélérer à 1,0% en 2020 contre une croissance de 6,2% en 2019. Toutefois, cette région resterait plus résiliente à la crise liée à la pandémie de la COVID-19 et à la baisse des cours des produits de base que l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (-3,0 contre +3,2% en 2019), en raison notamment des investissements importants en infrastructures, de la baisse des prix du pétrole et de bonnes productions agricoles.

Tableau 5: Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

	2017	2018	2019 (p)	2020(p)
Burundi	3,8	4,2	4,2	-0,3
Kenya	4,8	6,3	5,4	1,0
Ouganda	7,3	6,1	6,7	-0,3
Rwanda	4,0	8,6	9,4	2,0
Tanzanie	6,8	7,0	7,0	1,9
CEA	5,7	6,5	6,2	1,0
AfSS	3,1	3,3	3,2	-3,0

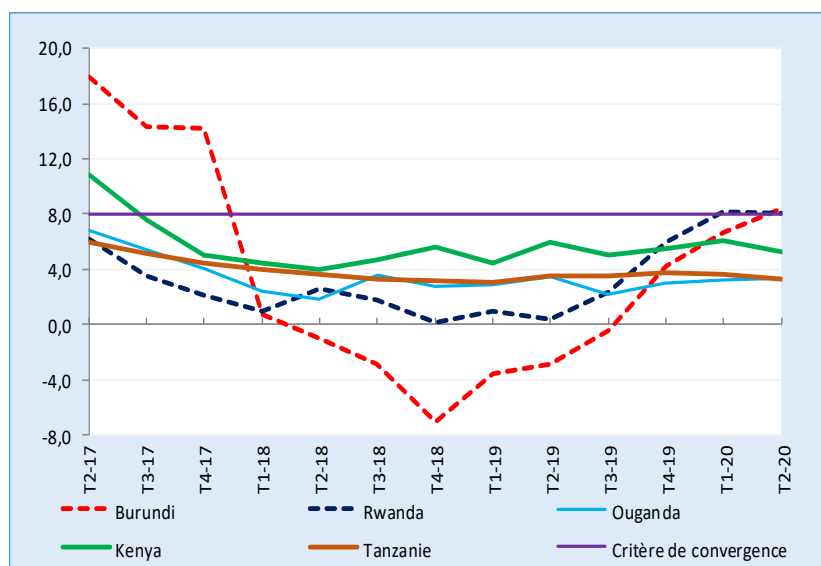
Source : FMI, *Perspectives Economiques Régionales, Afrique sub-saharienne, octobre 2020*
 Pour le Burundi, les données sont tirées du *Cadrage macroéconomique d'octobre 2020*

Au deuxième trimestre 2020, les taux d'inflation ont évolué de façon contrastée au niveau des pays de la CEA. Ils se sont pratiquement stabilisés et sont restés en dessous du critère de convergence de 8,0% pour la plupart des pays, à l'exception du Burundi.

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a baissé au Kenya (5,3 contre 6,0%), en Tanzanie (3,2 contre 3,6%) et au Rwanda (8,0 contre 8,2%). Elle s'est presque stabilisée en Ouganda (3,4 contre 3,3%) pendant qu'elle a augmenté au Burundi (8,4 contre 6,6%).

² Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)

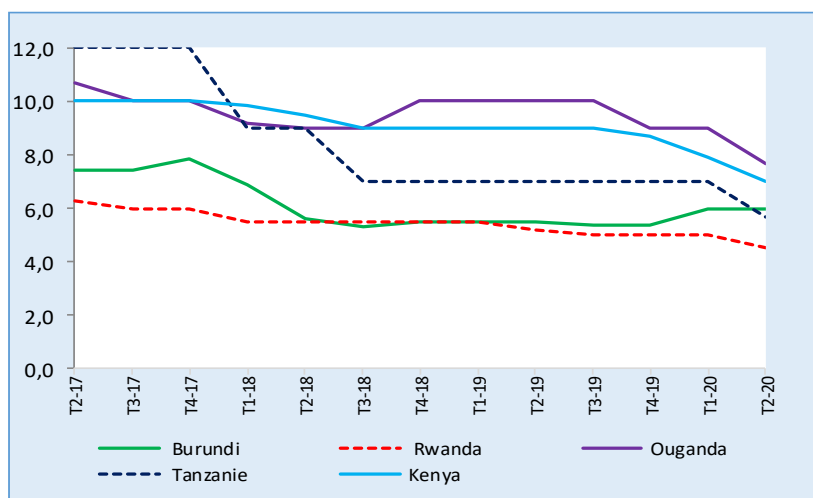


Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Pour toute l'année 2020, l'inflation devrait rester modérée en raison de bonnes productions agricoles liées aux conditions climatiques favorables, à la baisse des cours du pétrole et aux faibles pressions sur la demande.

En vue de limiter l'impact du ralentissement de l'activité économique causé par la pandémie de la COVID-19, les banques centrales ont renforcé leurs politiques monétaires accommodantes à travers des injections très importantes de liquidités pour permettre au secteur bancaire de financer l'économie dans les conditions favorables.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

Comparés au trimestre précédent, les taux d'intérêts moyen des banques centrales du Rwanda (4,5 contre 5,0%), de la Tanzanie (5,7 contre 7,0%), de l'Ouganda (7,7 contre 9,0%) et du Kenya (7,0 contre 7,9%) ont baissé au deuxième trimestre 2020. Au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal est resté inchangé, s'établissant à 6,0% comme au trimestre précédent.

En glissement annuel, les taux de change des monnaies des pays de la CEA ont fluctué en dessous de la marge de 5,0% convenue, entre pays membres, dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change.

Tableau 6 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
juin-19	2 289,50	898,28	3 694,76	102,30	1 845,14
mars-20	2 289,90	930,70	3 784,80	104,70	1 898,90
juin-20	2 296,50	937,08	3 730,14	106,42	1 909,40
Variation Juin-20/Juin-19 (%)	0,3	4,3	1,0	4,0	3,5
Variation Juin-20/mars-20 (%)	0,29	0,69	-1,44	1,64	0,55

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au deuxième trimestre 2020, la production trimestrielle du thé sec a légèrement augmenté de 1,2% par rapport au même trimestre de l'année précédente, s'établissant à 3.369 contre 3.329 T, suite à la bonne pluviosité. Pour ce même trimestre, aucun apport en café vert n'a été enregistré pour la campagne 2020/2021.

L'indice moyen de la production industrielle a augmenté de 9,7% par rapport au même trimestre de 2019, suite principalement à l'accroissement de la production dans les industries alimentaires (7,8%) et chimiques (31,6%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice a augmenté de 2,5%, passant de 122,0 à 125,1, en liaison principalement avec l'augmentation de la production des boissons de la BRARUDI (3,9%) et de savons (19,2%).

La production d'électricité de la REGIDESO a augmenté de 4,3% en glissement annuel, passant de 65.917 à 68.776 Mégawatts, en liaison avec la bonne pluviosité. De même, elle s'est accrue de 4,3% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura s'est accru de 9,0% par rapport au trimestre correspondant de 2019, en liaison avec l'augmentation des importations de ciment et de sucre. Par rapport au trimestre précédent, ce volume a chuté de 18,2%.

L'activité a chuté à l'Aéroport International Melchior NDADAYE. Le nombre de passagers a régressé en glissement annuel (-99,6%), en rapport avec les mesures prises de réduction des vols des aéronefs pour faire face à la propagation de la COVID-19. De même, le nombre de passagers a baissé par rapport au trimestre précédent (-99,5%). Le trafic des aéronefs a décru aussi bien en glissement annuel (-74,5%) qu'en glissement trimestriel (-75,0%).

Pour l'année 2020, il est attendu une contraction de l'activité économique de 0,3% contre une croissance de 4,2% l'année précédente, en liaison avec la décroissance de la production dans le secteur tertiaire (-2,9 contre 5,8%), fortement touché par la pandémie de la COVID-19. L'inflation pourrait atteindre 6,9 contre -0,8% en 2019.

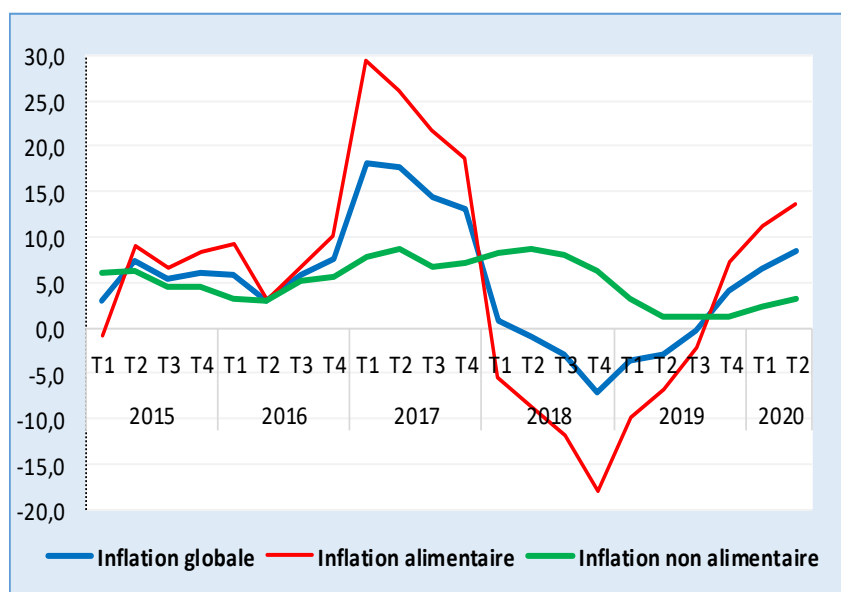
Tableau 7 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2017	2018	2019	2020 (Prév.)
1. Croissance du PIB réel	3,8	4,2	4,2	-0,3
Secteur primaire	0,2	5,2	1,9	3,3
Secteur secondaire	7,6	-0,3	2,9	2,4
Secteur tertiaire	4,0	6,4	5,8	-2,9
2. Inflation	16,6	-2,6	-0,8	6,9

Source : Données du Cadrage macroéconomique, octobre 2020

Le taux d'inflation s'est accru au second trimestre 2020, s'établissant à 8,4% alors qu'il y'avait une déflation (-2,9%) au trimestre correspondant de 2019. Cette augmentation est expliquée par la hausse de l'inflation alimentaire (13,7 contre -6,8%) et non alimentaires (3,2 contre 1,3%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

De même, comparé à celui du trimestre précédent, le taux d'inflation a également augmenté (8,4 contre 6,6%), suite à la hausse concomitante de l'inflation alimentaire (13,7 contre 11,2%) et non alimentaire (3,2 contre 2,3%).

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Balance des paiements

Au deuxième trimestre 2020, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement (compte courant + compte de capital) plus élevé que celui du même trimestre de 2019 (-181.754,8 contre -95.294,0 MBIF). Cette hausse est imputable à la détérioration du compte courant dont le solde est passé de -166.724,3 à -239 685,8 MBIF et de la diminution de l'excédent du compte de capital (57.930,9 contre 71.430,3 MBIF).

Tableau 8: Balance des paiements (en MBIF)

	T2-2019	T2-2020
COMPTE COURANT	-166 724,3	-239 685,8
Crédit	284 486,5	239 961,2
Débit	451 210,8	479 647,0
Biens	-195 001,0	-332 528,6
Exportations FOB	118 965,5	30 827,7
Importations FOB	313 966,5	363 356,3
Services	-97 008,5	-86 533,5
Crédit	19 350,9	16 405,3
Débit	116 359,4	102 938,8
Revenus primaires	-596,8	6 634,1
Crédit	6 080,0	14 013,9
Débit	6 676,7	7 379,7
Revenus secondaires	125 882,0	172 742,2
Crédit	140 090,1	178 714,4
Débit	14 208,1	5 972,1
COMPTE DE CAPITAL	71 430,3	57 930,9
Crédit	71 658,1	58 026,8
Débit	227,8	95,9
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-95 294,0	-181 754,8
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-110 034,2	-165 576,7
Investissements directs	0,0	-3 152,7
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	447,7
Accroissement net de passifs	0,0	3 600,4
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-148 787,7	-131 104,6
Acquisition nette d'actifs financiers	11 378,4	-29 364,3
Accroissement net de passifs	160 166,1	101 740,3
Avoirs de réserves	38 753,5	-31 319,5
ERREURS ET OMISSIONS	-14 740,2	16 178,1

Source : BRB

La détérioration du solde du compte courant est expliquée par une forte hausse du déficit des biens (-332.528,6 contre -195.001,0 MBIF), due, à la fois, à la baisse des exportations FOB (-74,1%) et à l'augmentation des importations FOB (+15,7%). Le déficit des services s'est atténué (-86.533,5 contre -97.008,5 MBIF), suite principalement à la baisse du déficit des services de construction (-5.222,9 contre -13.799,7 MBIF).

Le solde excédentaire des revenus secondaires s'est accru, s'établissant à 172.742,2 contre 125.882,0 MBIF), suite à la hausse des transferts aussi bien privés (+38.823,8 MBIF) que publics (+8.036,5 MBIF).

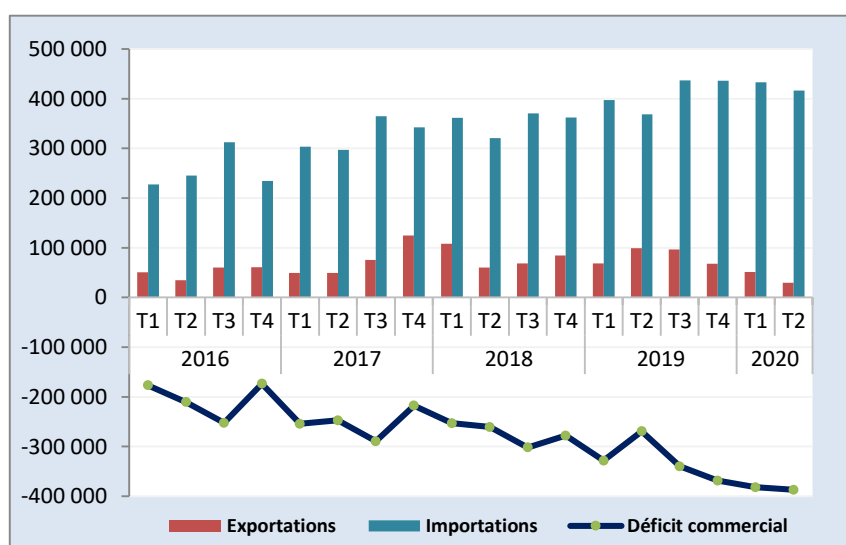
Le solde du compte financier s'est détérioré (-165.576,7 contre -110.034,2 MBIF), suite principalement, au déficit du solde des autres investissements (-131.104,6 contre -148.787,7

MBIF) et à la diminution des avoirs de réserves de 31.319,5 MBIF alors qu'elles avaient augmenté de 38.753,2 MBIF au même trimestre de 2019.

2.2.2. Commerce extérieur

Au deuxième trimestre 2020, le déficit de la balance commerciale s'est aggravé par rapport au même trimestre de 2019, atteignant -387.137,1 contre -269.381,2 MBIF, en liaison, à la fois, avec la diminution des exportations CIF (-70,5%) et l'augmentation des importations CIF (+13,0%).

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)



Source: Base de données, Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR, ISTEEBU)

La diminution des exportations a concerné aussi bien les produits primaires (12.718,1 contre 78.824,9 MBIF) que les produits manufacturés (16.542,8 contre 20.289,3 MBIF). Au niveau des produits primaires, il n'y a pas eu d'exportation de l'or non monétaire au deuxième trimestre 2020 alors qu'à la même période de 2019, les exportations de ce produit ont atteint 47.797,1 MBIF. De même, les exportations du café ont baissé (1.963,1 contre 14.516,2 MBIF).

Le recul des exportations des produits manufacturés est principalement imputable à la farine de blé (-1.616,5 MBIF) et à la réexportation du Kérosène (-2.193,0 MBIF).

Tableau 9 : Les principaux produits exportés (en % du total)

	T1-2019	T2-2019	T3-2019	T4-2019	T1-2020	T2-2020
Café	36,0	14,6	12,4	27,3	16,3	6,7
Or	9,0	48,2	60,3	16,4	0,0	0,0
Thé	14,8	11,4	10,5	13,4	23,6	33,7
Autres	40,1	25,7	16,8	42,9	60,1	59,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Exports totales (en MBIF)	68 789,1	99 114,2	96 740,8	67 525,9	51 059,0	29 260,9

Source: Base de données, Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR, ISTEEBU)

Les importations ont augmenté de 13,0% en glissement annuel, en liaison avec la hausse des importations de biens d'équipement (107.709,3 contre 67.664,0 MBIF) et de biens de production (174.125,6 contre 159.483,4 MBIF). En revanche, les importations de biens de consommation ont légèrement baissé (134.563,1 contre 141.347,9 MBIF).

L'accroissement des importations de biens d'équipement est dû à la hausse du matériel électrique (+28.729,8 MBIF), des chaudières et engins mécaniques (+10.974,7 MBIF) et aux pièces et outillages (+3.411,4 MBIF).

La hausse des importations de biens de production a principalement porté sur les biens destinés à la métallurgie (+14.720,6 MBIF) et à l'agriculture et élevage (+7.273,2 MBIF). Néanmoins, les importations des huiles minérales ont baissé de 9.377,2 MBIF.

2.3. Finances et dette publiques

Au deuxième trimestre 2020, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé par rapport au même trimestre de l'année précédente, passant de 81.267,1 à 17.075,7 MBIF, suite à la diminution des dépenses publiques. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur de 139.561,0 MBIF.

Tableau 10 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	T2-2019	T1-2020	T2-2020
A. RECETTES ET DONNS	316 168,1	319 712,7	307 343,6
a. Recettes	244 636,0	259 401,3	250 434,8
Recettes courantes	244 636,0	259 401,3	250 434,8
Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	0,0
b. Dons	71 532,1	60 311,4	56 908,8
courants	0,0	0,0	0,0
en capital	71 532,1	60 311,4	56 908,8
B. DEPENSES	397 435,2	342 449,7	324 419,3
a. Dépenses courantes	216 707,6	251 480,8	244 154,9
dont: Salaires	108 632,3	117 166,4	118 451,9
b. Dépenses en capital	180 727,6	90 968,9	80 264,3
Sur ressources nationales	41 343,1	13 823,7	18 140,9
Sur prêts et dons extérieurs	139 384,5	77 145,3	62 123,4
Solde global, dons compris (base engagement) (A-B)	-81 267,1	-22 737,0	-17 075,7
C. FINANCEMENT	81 267,1	22 737,0	17 075,7
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	65 430,6	12 258,6	-171,0
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	80 000,4	61 751,4	139 561,0
D. ERREURS ET OMISSIONS NETS	-64 163,8	-51 273,1	-122 314,2

Source : MFBPE

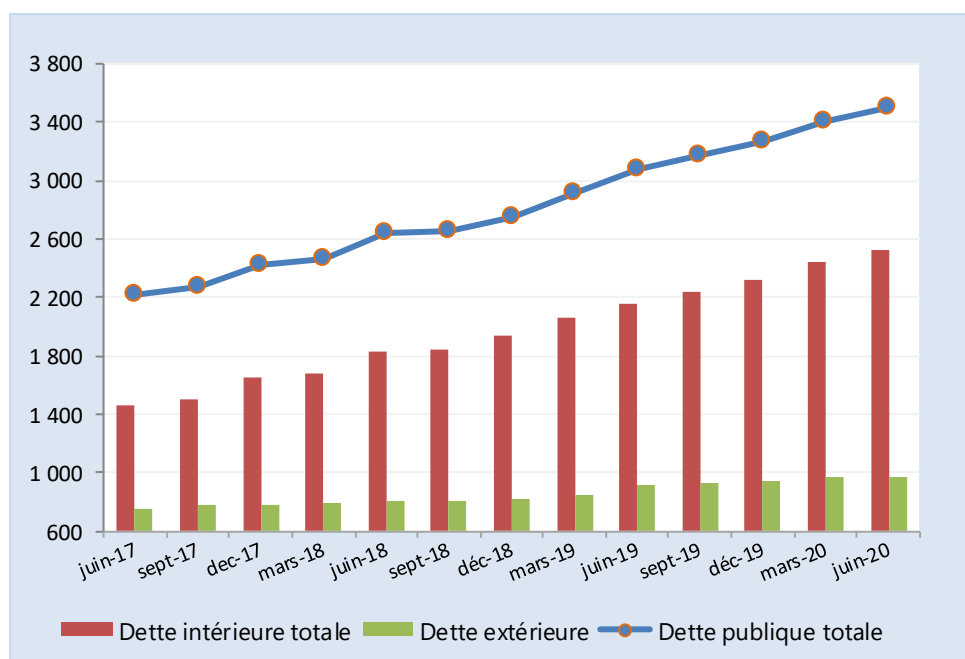
Les dons en capital ont diminué de 20,4%, au deuxième trimestre 2020, se fixant à 56.908,8 contre 71.532,1 MBIF au même trimestre de 2019. En revanche, les recettes courantes ont légèrement augmenté (+2,4%), passant de 244.636,0 à 250.434,8 MBIF.

En glissement annuel, les dépenses ont baissé de 18,4% au deuxième trimestre 2020, se fixant à 324.419,3 contre 397.435,2 MBIF, en rapport avec la diminution des dépenses en capital (-55,6%); les dépenses courantes ayant augmenté de 12,7%.

Le stock de la dette publique s'est accru de 13,9% à la fin du deuxième trimestre 2020, s'établissant à 3.503,0 contre 3.074,6 Mds de BIF à la même période de 2019. Par rapport au trimestre précédent, la dette a augmenté de 2,7%.

La dette intérieure a progressé de 17,1% en glissement annuel, passant de 2.158,6 à 2.526,9 Mds de BIF et de 3,4% d'une fin de trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 72,1% de la dette publique totale.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

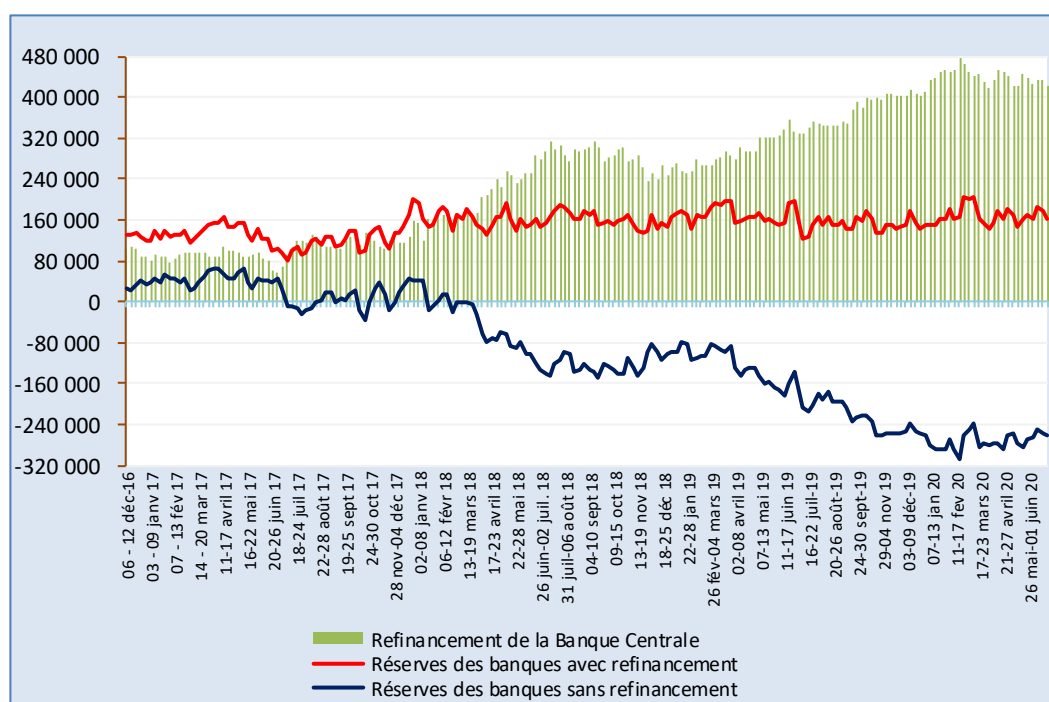
En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 6,6%, passant de 916.027,0 à 976.111,1 MBIF. Cet accroissement est lié aux tirages (49.948,3 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (30.299,4 MBIF) qui ont contrebalancé le remboursement du principal (20.163,6 MBIF).

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques ont augmenté au second trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent. Sans le refinancement de la Banque Centrale, elles se seraient établies à -268.506 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre -275.114 MBIF et -146.697 MBIF au même trimestre de 2019. L'encours du refinancement a légèrement diminué, s'établissant à 434.219 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 443.542 MBIF au premier trimestre 2020 et 313.876 MBIF à la même période de 2019.

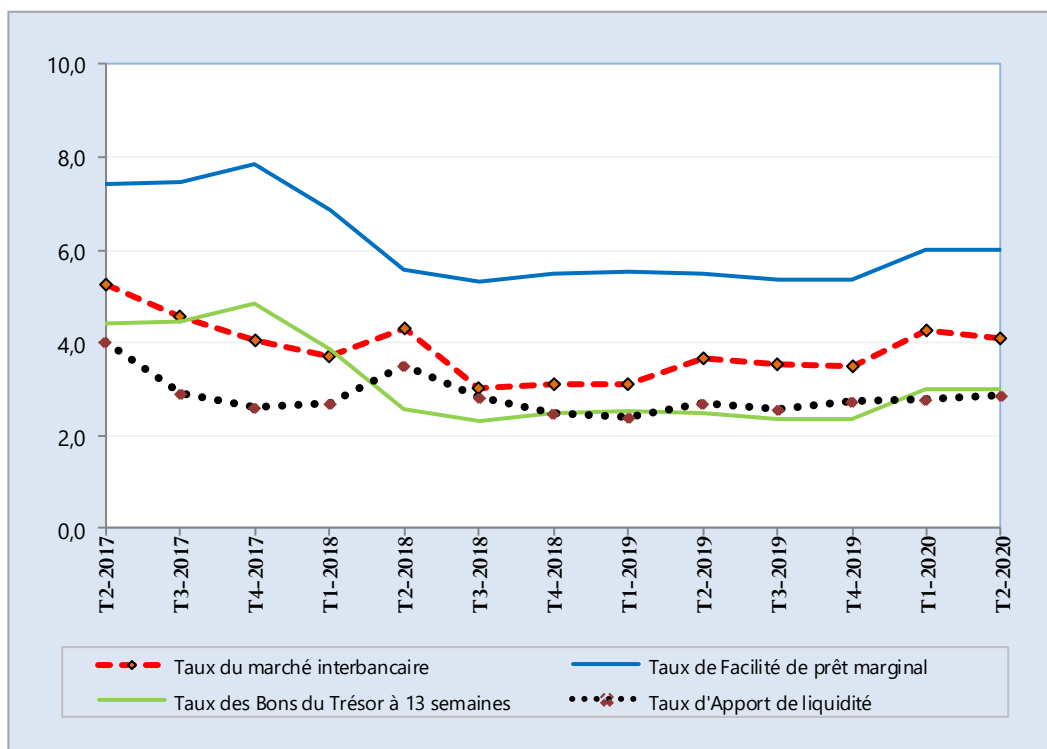
Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

Concernant les taux d'intérêt du marché monétaire, le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité par appel d'offres a augmenté (2,89 contre 2,78%) tandis que celui du marché interbancaire a diminué d'un trimestre à l'autre (4,11 contre 4,25%). Le taux d'intérêt moyen sur la facilité de prêt marginal s'est maintenu à 6,00%, en raison de la stabilité du taux sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (3,00%).

Graphique 8: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

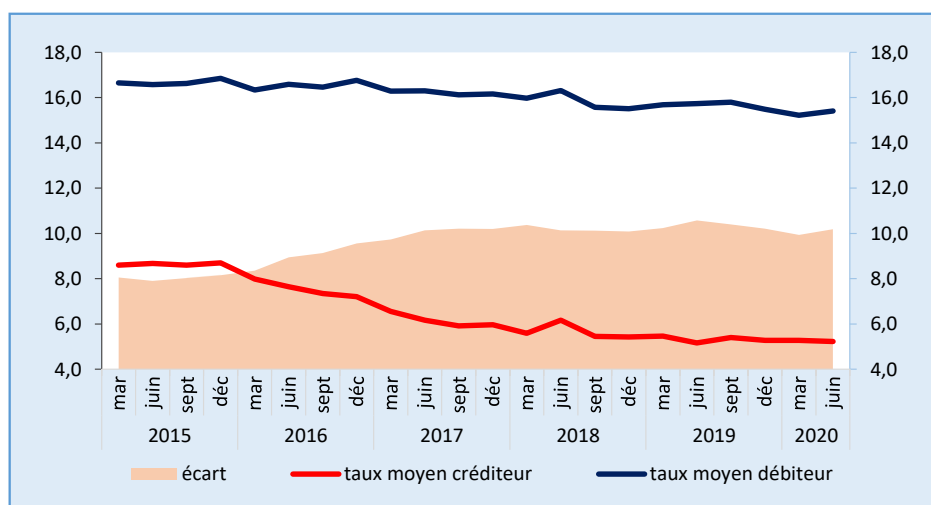


Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement augmenté à fin juin 2020, s'établissant à 15,41 contre 15,22% à fin mars 2020 tandis qu'il a baissé par rapport à celui de la même période de 2019 qui se fixait à 15,74%.

De même, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du deuxième trimestre 2020 s'est légèrement accru par rapport au trimestre précédent, passant de 15,13 à 15,41% alors qu'il a légèrement diminué par rapport à celui de la même période de 2019 (15,65%).

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source: BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen s'est légèrement accru à fin juin 2020 par rapport à fin mars 2020 et à la même période de 2019, se fixant à 5,32%, contre 5,28 et 5,16%, respectivement.

2.4.2. Base monétaire

En glissement trimestriel, la base monétaire a augmenté de 9,3% à fin juin 2020, s'établissant à 703.931,1 contre 643.970,4 MBIF à fin mars 2020, en liaison avec la hausse des avoirs intérieurs nets (9,6%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-10,5%).

S'agissant des composantes de la base monétaire, l'augmentation a concerné les billets et pièces en circulation (12,4%) et les dépôts des banques et microfinances (7,3%). Par contre, les avoirs des établissements financiers et ceux classés dans les divers ont reculé de 37,2 et 1,2%, respectivement.

Tableau 11: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	juin.19	mars.20	juin.20	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	383 003,4	386 208,7	434 272,9	12,4	13,4
Dépôts des banques et microfinances	225 728,0	199 229,7	213 802,7	7,3	-5,3
Dépôts des établissements financiers	3 359,1	5 434,3	3 411,8	-37,2	1,6
Dépôts divers	45 870,0	53 097,7	52 443,7	-1,2	14,3
Base monétaire = Contreparties	657 960,5	643 970,4	703 931,1	9,3	7,0
Avoirs extérieurs nets	-121 713,1	-167 019,5	-184 618,6	-10,5	-51,7
Avoirs intérieurs nets	779 673,6	810 989,9	888 549,7	9,6	14,0
-Créances nettes sur l'Etat	377 197,7	290 112,4	303 340,5	4,6	-19,6
-Autres postes nets	402 475,9	520 877,5	585 209,2	12,4	45,4

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 7,0% à fin juin 2020, en liaison avec l'accroissement des avoirs intérieurs nets (+14,0%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-51,7%). S'agissant des composantes de la base monétaire, l'augmentation a principalement concerné les billets et pièces en circulation (13,4%) et les dépôts divers (14,3%). En revanche, les dépôts des banques et microfinances à la Banque Centrale ont baissé de 5,3%.

L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire révèle que la diminution trimestrielle a été d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (12,0 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (16,6 points de pourcentage).

Tableau 12 : Origine de la variation de la base monétaire à fin juin 2020

	Par rapport à mars. 2020	Par rapport à juin. 2019
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-2,7	-9,6
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	12,0	16,6
dont: -Créances nettes sur l'Etat	2,0	-11,2
-Autres postes nets	10,0	27,8
Base monétaire	9,3	7,0

Source: BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

Par rapport à fin mars 2020, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 8,7% à fin juin 2020, se fixant à 2.403,8 contre 2.210,9 Mds de BIF. Cet accroissement a porté sur les dépôts à vue en BIF (9,5%), les placements à terme et d'épargne (5,4%), les dépôts en devises des résidents (5,4%) et la circulation fiduciaire hors banques (14,3%).

S'agissant des contreparties, l'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (9,7%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-17,0%). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat (8,0%), les créances sur l'économie (5,5%) et les autres postes nets (9,8%).

Tableau 13 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	juin.19	mars.20 (p)	juin.20 (p)	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
Circulation fiduciaire hors banques	318 404,6	330 762,6	378 103,8	14,3	18,7
Dépôts à vue	1 074 559,1	1 080 232,9	1 182 431,8	9,5	10,0
Dépôts à terme et d'épargne	458 268,4	609 190,7	642 361,5	5,4	40,2
Dépôts en devises des résidents	178 256,6	190 685,1	200 919,0	5,4	12,7
Masse monétaire (M3)= Contreparties	2 029 488,7	2 210 871,3	2 403 816,1	8,7	18,4
AEN	-194 252,9	-284 837,5	-333 131,6	-17,0	-71,5
AIN	2 223 741,6	2 495 708,8	2 736 947,7	9,7	23,1
-Crédit intérieur	2 578 326,0	2 906 544,4	3 107 418,6	6,9	20,5
Créances nettes sur l'Etat	1 474 620,4	1 661 539,1	1 794 534,3	8,0	21,7
Créances sur l'économie	1 103 705,6	1 245 005,3	1 312 884,3	5,5	19,0
-Autres postes nets	-354 584,4	-410 835,6	-370 470,9	9,8	-4,5

Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 18,4%. Cette progression a été tirée par les dépôts à vue (10,0%), les placements à terme et d'épargne (40,2%), les avoirs en devises des résidents (12,7%) et la circulation fiduciaire hors banques (18,7%).

Concernant les contreparties, les avoirs intérieurs nets ont progressé de 23,1%, tandis que les avoirs extérieurs nets ont diminué de 71,5%. L'augmentation des avoirs intérieurs nets a concerné les engagements nets de l'Etat (21,7%) et les créances sur l'économie (19,0%), les autres postes nets ayant diminué (-4,5%).

Tableau 14 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin juin 2020

	Par rapport à mars. 2020	Par rapport à juin. 2019
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-2,2	-6,9
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	10,9	25,3
dont: -Crédit Intérieur	9,1	26,1
-Autres Postes Nets	1,8	-0,8
Masse monétaire	8,7	18,4

Source : BRB

La progression de la masse monétaire a été d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (10,9 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (25,3 points de pourcentage).

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin juin 2020, les avoirs extérieurs ont baissé de 11,5% en glissement trimestriel et de 4,6% en glissement annuel.

Tableau 15: Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation	
	juin-19	mars-20	juin-20	trimestrielle	annuelle
BRB	96,0	102,3	90,2	-11,8	-6,1
<i>Dont : Réserves officielles</i>	75,6	73,0	57,3	-21,5	-24,2
Banques commerciales	68,9	75,5	67,1	-11,1	-2,6
Total	164,9	177,8	157,3	-11,5	-4,6

Source : BRB

Les avoirs extérieurs de la BRB ont diminué de 11,8% à fin juin 2020 par rapport à fin mars 2020 et de 6,1% par rapport à fin juin 2019. De même, ceux des banques commerciales ont baissé pour les mêmes périodes, respectivement de 11,1 et 2,6%.

Les réserves officielles ont baissé de 21,5% d'une fin de trimestre à l'autre, s'établissant à 57,3 contre 73,0 MUSD. En glissement annuel, elles ont diminué de 24,2% et couvraient 0,7 mois d'importations de biens et services contre 1,0 mois à la même période de 2019, alors que le niveau plancher est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

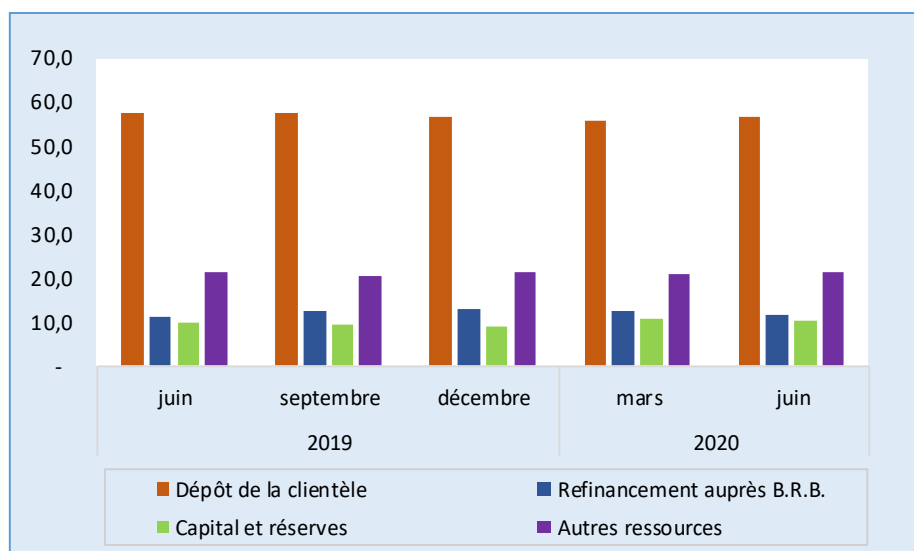
Le total des bilans du secteur bancaire s'est accru de 19,1% à fin juin 2020, s'établissant à 3.509,4 contre 2.946,6 Mds de BIF à fin juin 2019, et de 4,0% par rapport à fin mars 2020. Cet accroissement a été principalement dû à la hausse des crédits à l'Etat et à l'économie du côté actif. Au passif, en dépit de l'augmentation des dépôts de la clientèle, les refinancements de la Banque Centrale se sont accrus. Les ratios de solvabilité sont demeurés dans les limites réglementaires et ceux de rentabilité ont diminué par rapport au trimestre correspondant de 2019.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 17,6% à fin juin 2020, atteignant 1.992,8 contre 1.694,5 Mds de BIF à fin juin 2019. D'une fin de trimestre à l'autre, ils se sont accrus de 5,5%. Les refinancements de la Banque Centrale ont augmenté de 22,9%, se fixant à 411,3 contre 334,7 Mds de BIF à fin juin 2019. Ils ont, par contre, légèrement diminué de 2,1% par rapport à fin mars 2020.

Graphique 10 : Répartition des ressources (en % du total)

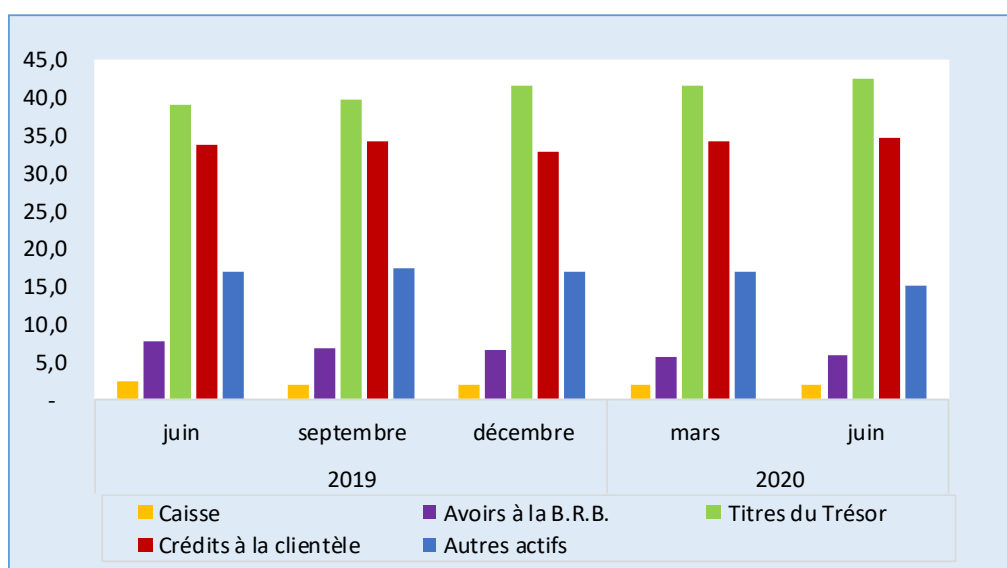


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à l'économie ont augmenté de 22,4% en glissement annuel et de 5,4% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 1.215,2 contre 993,0 Mds de BIF à fin juin 2019. L'encours des titres du Trésor s'est accru de 29,2% en glissement annuel et de 6,3% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 1.487,1 contre 1.151,2 et 1.399,1 Mds de BIF, respectivement.

Graphique 11 : Répartition des emplois du secteur bancaire (en % du total)



Source : BRB

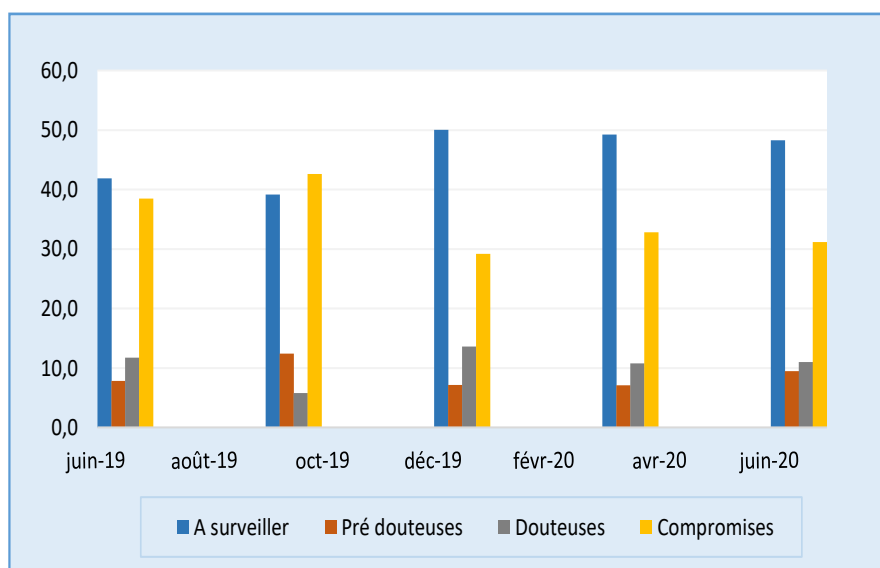
2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

La qualité du portefeuille crédits mesurée par le ratio des prêts non performants sur le total des crédits à l'économie s'est améliorée à fin juin 2020. Le taux de détérioration s'est établi à 6,2% contre 9,3% et 6,6%, en rapport avec la baisse des créances impayées. Elles ont diminué de 8,7%, s'établissant à 145.860,7 contre 159.706,5 MBIF à fin juin 2019, en liaison avec la radiation des créances compromises qui datent de deux ans dans les bilans des établissements de crédit.

En glissement annuel, les proportions des créances à surveiller et des créances pré-douteuses dans le total des créances impayées ont augmenté, se fixant respectivement à 48,3% et 9,5% à fin juin 2020 contre 41,9% et 7,8% à la période correspondante en 2019. Par contre, les proportions créances douteuses et celles compromises ont baissé, s'établissant respectivement à 11,0 et 31,2% contre 11,8 et 38,5%.

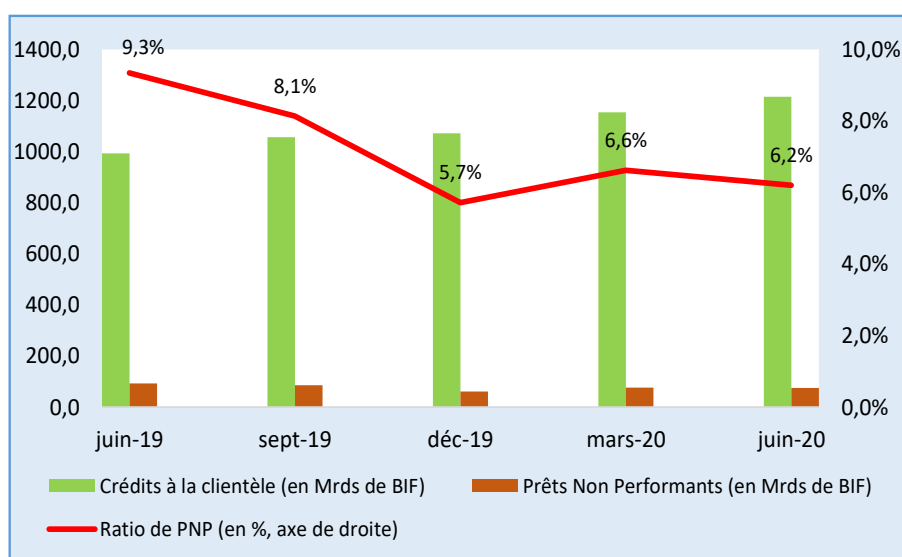
Graphique 12 : Créances impayées par classe (en % du total)



Source : BRB

Les portefeuilles crédits alloués à l’agriculture et au tourisme se sont dégradés en glissement annuel. Le taux de détérioration s’est établi à 14,7 contre 6,7% à fin juin 2019 pour l’agriculture et à 38,7 contre 37,4% à fin juin 2019 pour le tourisme. Par contre, les portefeuilles se sont améliorés dans les secteurs de l’industrie (0,9 contre 19,1%), de la construction (6,4 contre 9,1%) et du commerce (4,9 contre 11,3%).

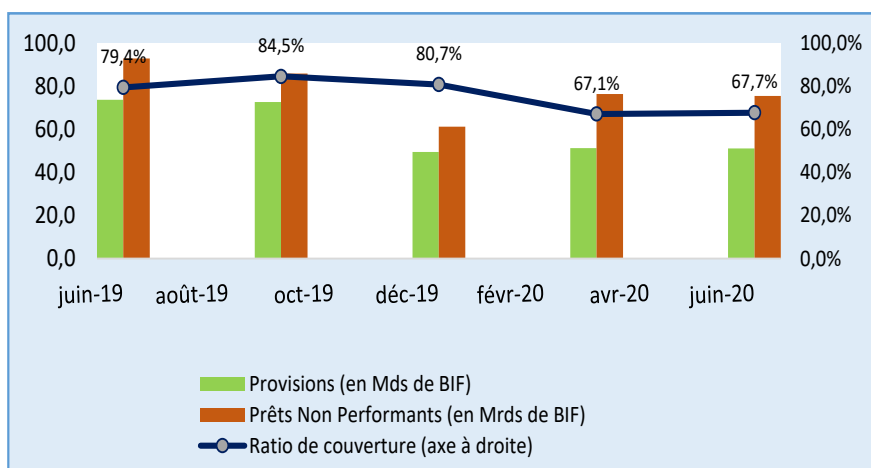
Graphique 13 : Evolution du ratio des prêts non performants (en%)



Source : BRB

Le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué en glissement annuel, s’établissant à 67,7 contre 79,4%, suite à la baisse des créances compromises.

Graphique 14 : Evolution des provisions et taux de couverture

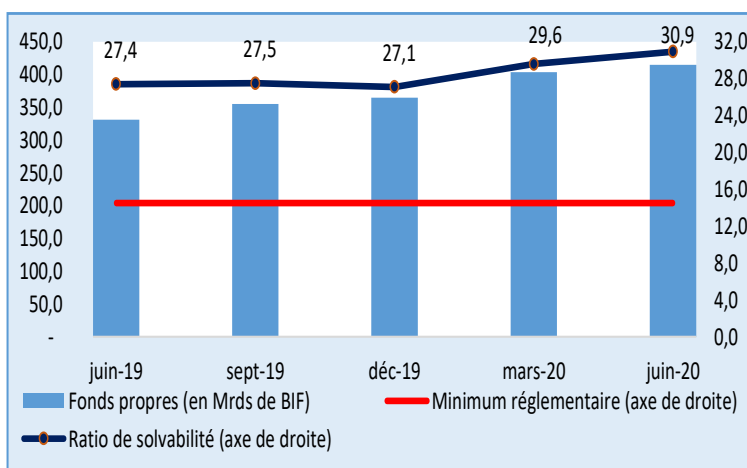


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 25,2% en glissement annuel et de 2,8% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 414,8 Mds de BIF à fin juin 2020 contre 331,3 Mds de BIF à fin juin 2019 et 403,4 Mds de BIF à fin mars 2020. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 30,9% contre 27,4% à fin juin 2019 et 29,6% à fin mars 2019.

Graphique 15 : Evolution des fonds propres

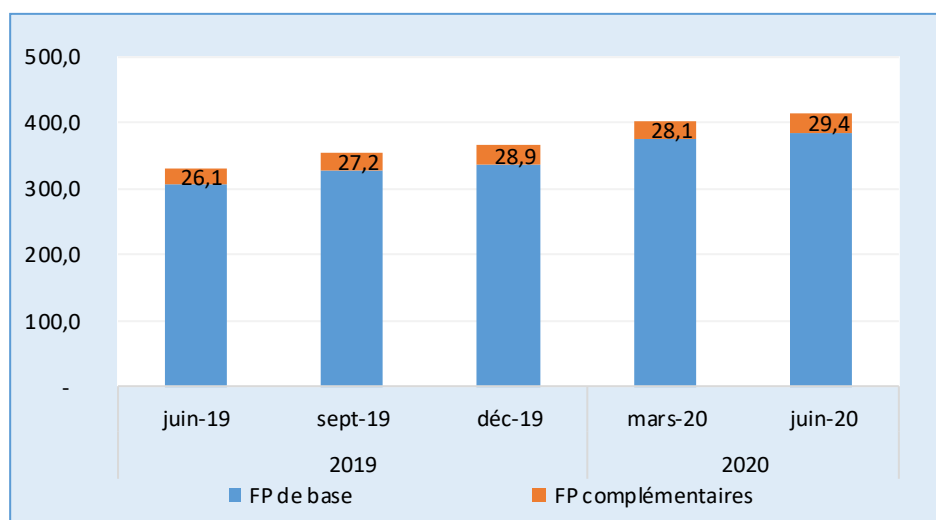


Source : BRB

Les fonds propres de base nets ont augmenté de 26,3% en glissement annuel et de 2,7% d'un trimestre à l'autre, se fixant à 385,4 contre 305,2 Mds de BIF au trimestre correspondant de 2019

et 375,3 Mds de BIF au trimestre précédent, en liaison avec le renforcement des fonds propres par l'incorporation de 65% des bénéfices distribuables de l'exercice 2019 dans les réserves.

Graphique 16 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 17,6% en glissement annuel, se fixant à 139.776,9 contre 118.819,3 MBIF. Le résultat net a augmenté de 17,5%, passant de 57.303,2 à 67.340,6 MBIF. En revanche, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont légèrement baissé en glissement annuel, s'établissant respectivement à 1,92 et 16,23% à fin juin 2020 contre 1,94 et 17,30% à fin juin 2019.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au deuxième trimestre 2020, l'activité économique mondiale continue à pâtir des effets néfastes de la pandémie de la COVID-19. La récession économique s'est accentuée dans les principaux pays avancés de l'OCDE (-10,5 contre -1,9% au trimestre précédent). De même, la contraction de l'activité économique s'est aggravée dans les principaux pays émergents, à l'exception de la Chine où l'activité économique a repris (+11,5 contre -10,0%).

En Afrique Subsaharienne, les principaux pays exportateurs de produits pétroliers et de produits de base sont fortement touchés par cette pandémie suite à la chute de leurs revenus d'exportations consécutive à la baisse des cours sur le marché international ; ce qui explique la contraction du PIB attendue pour l'année 2020 (-3,0 contre +3,2%).

La Communauté Est Africaine reste plus résiliente à cette pandémie que les autres blocs économiques de l'Afrique, suite aux performances de certaines économies de la région, notamment la Tanzanie, le Rwanda et le Kenya même si leurs taux de croissance du PIB décéléreraient en 2020 par rapport à leurs rythmes des années antérieures.

Au niveau national, d'après les données révisées du cadrage macroéconomique d'octobre 2020, il est attendu une contraction de l'activité économique (-0,3 contre 4,2% en 2019). Cette contraction est principalement expliquée par la décroissance de l'activité dans le secteur tertiaire (-2,9 contre +5,8%), notamment dans les branches de l'hôtellerie et tourisme (-40,0 contre +0,1%) et de commerce (-8,0 contre +6,5%). Les secteurs primaire (3,3 contre 1,9%) et secondaire (2,4 contre 2,9%), moins dépendants de l'environnement économique international, seront relativement affectés par les conséquences néfastes de la COVID-19.

La Banque de la République du Burundi a déjà initié de nouvelles orientations de la politique monétaire visant à relancer l'activité économique dans les secteurs porteurs de croissance. La Banque a déjà mis à la disposition des établissements de crédits les refinancements visant à soutenir ces secteurs déjà identifiés comme prioritaires portant sur le développement des activités agropastorales et industrielles, dans le but de promouvoir les exportations, la substitution aux importations et les chaînes de valeur. En perspective, la Banque envisage étendre ces mesures de politique monétaire aux branches de l'hôtellerie et tourisme, des infrastructures et logements sociaux.

LES ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2016	2017	2018	2019	2020 (p.)
Secteur primaire	497,1	498,2	524,2	534,1	551,9
Agriculture vivrière	431,8	431,5	449,2	464,9	478,9
Agriculture d'exportation	17,6	20,4	19,7	19,0	20,6
- Café	4,2	6,5	4,6	3,6	5,0
- Thé	12,3	12,1	13,8	14,2	14,2
- Autres cultures d'exportation	1,1	1,8	1,3	1,3	1,4
Forêt	12,2	13,7	14,9	16,4	17,0
Elevage	31,6	28,5	36,0	28,8	30,2
Pêche	3,8	4,1	4,4	4,9	5,2
Secteur secondaire	322,6	347,2	346,0	356,0	364,4
Extraction	7,7	10,7	12,8	12,5	14,9
Industries	220,8	238,6	231,0	237,1	241,2
- Industries agroalimentaires	168,4	186,7	178,8	180,6	183,3
- Industries Manufacturières	52,4	51,9	52,2	56,5	57,9
<i>.Industries textiles</i>	9,5	9,2	9,4	9,4	10,6
<i>.Autres industries manufacturières</i>	42,9	42,7	42,8	47,1	47,3
Electricité, gaz et eau	7,7	9,1	10,5	11,1	12,2
Construction	86,3	88,8	91,7	95,4	96,1
Secteur tertiaire	821,4	853,9	908,7	961,4	933,6
Commerce	62,0	65,5	65,6	69,9	64,3
Transport et communication	66,7	70,2	75,2	78,5	77,4
- Transports	17,6	18,5	19,0	19,8	18,1
- Services de Postes, Télécommunication, Inter	49,2	51,7	56,2	58,7	59,3
Banques et Assurances	102,8	111,6	132,5	145,8	160,3
Hébergement, Restaurant et autres services marchar	108,7	111,9	114,3	114,4	68,6
Administration publique	316,7	334,0	356,3	380,5	395,7
Education	211,7	219,7	238,6	250,5	259,3
Santé et action sociale	14,4	15,1	17,1	19,0	20,0
Activités à caractère collectif ou personnel	45,6	45,9	52,3	56,1	57,0
Services domestiques	4,6	4,6	5,2	5,6	5,6
SIFIM	-111,8	-124,7	-148,4	-158,8	-174,7
PIB aux coûts des facteurs	1 641,1	1 699,3	1 778,9	1 851,5	1 849,9
Impôts et Taxes	200,6	213,1	214,6	226,4	221,2
PIB aux prix du marché	1 841,7	1 912,4	1 993,5	2 077,9	2 071,1

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juin-17	15,1	20,8	8,4
juil-17	13,6	18,8	7,1
août-17	13,9	22,6	5,6
sept-17	15,4	23,9	7,4
oct-17	17,6	28,1	9,0
nov-17	15,4	22,2	7,8
déc-17	10,0	9,5	8,4
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,1	8,6	1,8
févr-20	7,6	13,0	2,6
mars-20	7,1	12,0	2,4
avr-20	7,6	12,5	2,8
mai-20	9,0	14,7	3,3
juin-20	8,5	13,9	3,4

Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
juin-17	65 194,30	22 169,00	87 363,30	88 592,80	-1 229,50
juil-17	67 742,90	11 005,50	78 748,40	87 554,40	-8 806,00
août-17	72 246,70	9 317,20	81 563,90	113 343,30	-31 779,40
sept-17	69 515,00	8 503,20	78 018,20	82 670,90	-4 652,70
oct-17	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
nov-17	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
déc-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
janv-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
févr-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
mars-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	95 590,55	-14 412,40
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 162,60	-24 367,44
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	135 602,21	-19 018,00
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	114 717,01	-19 259,45
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	109 342,23	-20 060,20
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	163 640,92	-32 212,40
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	108 658,14	-18 882,46
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	115 029,86	-11 589,11
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	136 853,80	-23 581,07
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	142 647,14	-23 253,33
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	130 124,51	-26 000,51
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	129 575,69	-21 300,56
janv-20	84 602,42	17 625,88	102 228,30	119 854,18	-17 625,88
févr-20	70 437,11	22 283,66	92 720,77	115 004,43	-22 283,66
mars-20	104 361,79	20 401,87	124 763,67	145 165,54	-20 401,87
avr-20	81 088,28	13 690,36	94 778,64	108 469,01	-13 690,36
mai-20	64 196,98	20 930,27	85 127,25	106 057,52	-20 930,27
juin-20	105 149,52	22 288,15	127 437,67	149 725,82	-22 288,15

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure				Dette ext.	Dette Totale
	Avances BRB	Bons et oblig.	Autres	Total		
juin-17	748 813,6	676 889,0	41 050,0	1 466 752,6	754 428,4	2 221 181,0
juil-17	732 104,3	676 920,9	40 961,3	1 449 986,5	760 152,9	2 210 139,3
août-17	730 342,1	709 627,0	44 402,2	1 484 371,3	770 343,8	2 254 715,1
sept-17	713 443,5	742 272,1	44 336,2	1 500 051,8	774 953,0	2 275 004,8
oct-17	741 876,6	742 224,8	40 123,5	1 524 224,9	773 687,4	2 297 912,4
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	2 637 314,8
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	2 606 407,1
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	2 621 126,0
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,6
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,3
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,4
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	57 507,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	55 457,5	2 017 332,5	838 878,1	2 856 210,6
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	66 134,8	2 066 815,1	842 605,3	2 909 420,4
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	66 482,8	2 073 957,4	867 778,9	2 941 736,3
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 356,4	2 110 469,8	908 183,5	3 018 653,3
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	59 215,0	2 158 605,5	916 027,0	3 074 632,5
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	59 569,2	2 119 402,9	929 050,5	3 048 453,4
août-19	759 491,5	1 393 116,1	59 899,3	2 212 506,9	932 695,8	3 145 202,7
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	66 552,3	2 240 984,0	927 716,5	3 168 700,5
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	78 529,6	2 280 841,4	937 501,2	3 218 342,6
nov-19	749 081,8	1 485 146,4	75 442,4	2 309 670,6	940 872,9	3 250 543,5
déc-19	746 479,4	1 497 630,9	73 356,9	2 317 467,2	948 429,4	3 265 896,6
janv-20	746 479,3	1 570 926,4	120 795,4	2 438 201,1	958 521,7	3 396 722,8
févr-20	743 876,9	1 549 530,0	121 388,1	2 414 795,0	960 861,3	3 375 656,3
mars-20	738 672,0	1 583 438,6	122 067,7	2 444 178,3	966 321,6	3 410 499,9
avr-20	736 069,6	1 569 510,9	122 736,0	2 428 316,5	961 727,1	3 390 043,6
mai-20	737 921,8	1 622 178,8	116 217,0	2 476 317,6	965 285,1	3 441 602,7
juin-20	736 222,2	1 673 669,6	116 994,3	2 526 886,1	976 111,1	3 502 997,2

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
juin-17	118 531,9	76 500,5
juil-17	95 342	101 518
août-17	115 927	118 005
sept-17	121 733	113 145
oct-17	125 576	123 451
nov-17	129 441	117 240
déc-17	157 967	130 194
janv-18	172 260	154 539
févr-18	170 882	168 632
mars-18	167 621	171 915
avr-18	143 711	211 263
mai-18	164 888	240 642
juin-18	153 401	261 700
juil-18	170 178	296 208
août-18	171 713	290 076
sept-18	166 234	298 588
oct-18	158 420	286 969
nov-18	146 546	268 534
déc-18	150 237	248 370
janv-19	163 427	258 199
févr-19	165 114	267 534
mars-19	192 194	281 986
avr-19	167 995	292 282
mai-19	163 240	315 130
juin-19	170 302	334 215
juil-19	153 993	339 205
août-19	157 630	345 488
sept-19	152 207	363 439
oct-19	156 012	394 511
nov-19	146 124	403 814
déc-19	155 224	406 075
janv-20	154 268	436 181
févr-20	174 541	459 837
mars-20	182 136	442 928
avr-20	161 386	439 302
mai-20	162 923	434 219
juin-20	171 658	429 154

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avr-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-19	3,69	5,50	2,82	2,50
juil-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00

Annexe 7 : Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	30/06/2019	30/06/2020	Var. (en %)	30/06/2019	30/06/2020	Var. (en %)	30/06/2019	30/06/2020	Var. (en %)
I. EMPLOIS	2 759 249,9	3 278 946,4	18,8	187 397,6	230 494,6	23,0	2 946 647,5	3 509 440,9	19,1
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	2 348 006,9	2 852 392,7	21,5	155 441,6	194 825,5	25,3	2 503 448,5	3 047 218,1	21,7
A. Actifs Liquides	1 496 435,7	1 806 065,7	20,7	13 966,2	25 926,4	85,6	1 510 402,0	1 831 992,1	21,3
Caisse	71 013,0	69 144,6	-2,6	12,2	10,2	-16,3	71 025,3	69 154,8	-2,6
B.R.B.	224 668,9	206 574,3	-8,1	2 578,9	2 586,4	0,3	227 247,8	209 160,6	-8,0
Avoirs auprès des banques et assimilés	55 973,9	61 156,6	9,3	4 988,0	5 468,7	9,6	60 961,9	66 625,3	9,3
Etablissements de crédit	3,5	73,6	2 034,3	4 988,0	5 468,7	9,6	4 991,4	5 542,4	11,0
IMFs	1 416,2	0,1	-100,0	-	-	-	1 416,2	0,1	-100,0
Correspondant étranger	52 553,8	58 582,9	11,5	-	-	-	52 553,8	58 582,9	11,5
Autres	2 000,0	2 500,0	25,0	-	-	-	2 000,0	2 500,0	25,0
Bons, Obligations du Trésor	1 127 814,9	1 409 985,6	25,0	6 387,1	17 861,1	179,6	1 134 202,1	1 427 846,7	25,9
Autres Titres	16 965,0	59 204,6	0,0	-	-	-	16 965,0	59 204,6	0,0
B. Crédits	851 571,2	1 046 327,0	22,9	141 475,4	168 899,1	19,4	993 046,5	1 215 226,1	22,4
Court terme	449 787,91	585 051,7	30,1	2 063,5	2 851,2	38,2	451 851,5	587 902,9	30,1
Moyen terme	299 628,41	295 773,2	-1,3	46 179,6	37 120,1	-19,6	345 808,0	332 893,3	-3,7
Long terme	102 154,86	165 502,2	62,0	93 232,2	128 927,8	38,3	195 387,1	294 429,9	50,7
Crédits bail	-	-	0,0	-	-	0,0	-	-	0,0
I.2. Actif Immobilisé	134 615,58	158 487,9	17,7	8 069,6	8 113,4	0,5	142 685,1	166 601,2	16,8
I.3. Autres	276 627,41	268 065,8	-3,1	23 886,5	27 555,7	15,4	300 513,9	295 621,6	-1,6
II. RESSOURCES	2 759 249,9	3 278 946,4	18,8	187 397,6	230 494,6	23,0	2 946 647,5	3 509 440,9	19,1
II.1. Principales ressources	2 376 239,8	2 834 238,6	19,3	131 418,8	170 274,0	29,6	2 507 658,6	3 004 512,5	19,8
Clientèle	1 605 041,71	1 868 636,6	16,4	89 472,8	124 169,7	38,8	1 694 514,5	1 992 806,3	17,6
dont 10 grands dépôts des banques	750 040,54	863 303,2	15,1	11 173,0	18 729,9	0,0	761 213,5	882 033,1	15,9
Refinancement auprès B.R.B.	334 675,35	411 332,1	22,9	-	-	0,0	334 675,3	411 332,1	22,9
Dettes envers banques et assimilés	182 072,27	233 769,0	28,4	7 313,2	6 511,4	-11,0	189 385,5	240 280,4	26,9
Capital et réserves	254 450,43	320 500,9	26,0	34 632,8	39 592,9	14,3	289 083,2	360 093,8	24,6
II.2. Autres	383 010,2	444 707,8	16,1	55 978,8	60 220,6	7,6	438 988,9	504 928,4	15,0
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
Fonds propres de base nets	272 539,20	351 997,2	29,2	32 669,2	33 417,3	2,3	305 208,4	385 414,5	26,3
Fonds propres	291 045,38	373 406,0	28,3	40 262,4	41 442,7	2,9	331 307,8	414 848,7	25,2
Risques pondérés	1 049 157,20	1 257 186,1	19,8	159 860,0	84 450,8	-47,2	1 209 017,2	1 341 637,0	11,0
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	26,0	28,0		20,4	39,6		25,2	28,7	
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	27,7	29,7		25,2	49,1		27,4	30,9	
Ratio de levier (norme 5%)	9,9	10,7		17,4	14,5		10,4	11,0	
Qualité et concentration des crédits									
Grands risques	272 517,8	399 462,7	46,6	5 181,4	3 720,3	-28,2	277 699,3	403 183,0	45,2
Créances à surveiller	50 263,0	45 458,0	-9,6	16 624,8	24 986,6	50,3	66 887,8	70 444,6	5,3
Créances pré douteuses	8 078,5	9 637,2	19,3	4 465,3	4 223,4	-5,4	12 543,8	13 860,6	10,5
Créances douteuses	15 511,2	12 779,2	-17,6	3 309,6	3 320,2	0,3	18 820,9	16 099,4	-14,5
Créances compromises	59 287,5	42 755,3	-27,9	2 165,5	2 700,7	24,7	61 453,0	45 456,1	-26,0
Créances Non performantes	82 877,2	65 171,8	-21,4	9 940,4	10 244,4	3,1	92 817,6	75 416,1	-18,7
Impayés	133 140,3	110 629,8	-16,9	26 565,2	35 231,0	32,6	159 705,5	145 860,7	-8,7
Dépréciations	69 258,7	46 901,7	-32,3	4 412,4	4 138,9	-6,2	73 671,1	51 040,6	-30,7
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	30,9	31,9	0,0	75,5	73,3	0,0	33,7	34,6	0,0
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts	40,9	43,0	0,0	3,4	7,7	0,0	38,5	40,7	0,0
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	413,8	400,6	0,0	19,6	53,4	0,0	371,6	370,5	0,0
Taux des prêts non performants	9,7	6,2	0,0	7,0	6,1	0,0	9,3	6,2	0,0
Taux d'impayés	15,6	10,6	0,0	18,8	20,9	0,0	16,1	12,0	0,0
Taux de provisionnement	83,6	72,0	0,0	44,4	40,4	0,0	79,4	67,7	0,0
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	32,0	38,2	0,0	3,7	2,2	0,0	28,0	33,2	0,0
Liquidité									
Coefficient de liquidité en BIF	235,8	242,8	0,0	-	-	0,0	235,8	242,8	0,0
Coefficient de liquidité en devises	114,1	192,5	0,0	-	-	0,0	114,1	192,5	0,0
Total crédits/total dépôts	53,1	56,0	0,0	158,1	136,0	0,0	58,6	61,0	0,0
Rapport entre ressources Stables et Emplois lmn	91,3	97,2	0,0	240,2	219,0	0,0	-	-	0,0
Dix gros dépôts/Total dépôts	46,7	46,2	0,0	12,5	15,1	0,0	44,9	44,3	0,0
Rentabilité et performance									
Résultat avant impôt	56 586,5	66 474,4	17,5	3 988,1	4 578,3	14,8	60 574,6	71 052,7	17,3
Résultat net de l'exercice	53 994,2	63 408,7	17,4	3 309,1	3 931,9	18,8	57 303,2	67 340,6	17,5
Produit Net Bancaire	110 210,5	130 308,0	18,2	8 608,8	9 468,9	10,0	118 819,3	139 776,9	17,6
ROA	1,96	1,93		1,77	1,71		1,94	1,92	
ROE	18,55	16,98		8,22	9,49		17,30	16,23	